

MARX ET LA DEMOCRATIE

Marx et Engels admiraient les démocraties anglaise et américaine décentralisées et non bureaucratiques, au point d'y voir la forme par excellence porteuse éventuellement d'une radicalisation politique. On les comprend ; les moments radicaux de l'histoire de la France depuis la Révolution avaient tous été suivis de restaurations peu démocratiques, l'Allemagne n'était, pour le moins qu'on puisse dire, qu'une démocratie de façade. Mais aujourd'hui, avec le recul du temps, on ne peut que constater que les démocraties anglaise et américaine n'ont rien donné qui puisse laisser espérer de leurs peuples une radicalisation visible quelconque. Loin d'avoir permis le développement de la conscience de classe (je ne dis pas des luttes sociales), cette forme de démocratie semble avoir été l'instrument parfait de sa dilution au profit d'autres formes de l'identité sociale, non dangereuses pour la domination du capital. Marx et Engels ne l'avaient pas imaginé. Nous avons le devoir de chercher aujourd'hui à l'expliquer.

La démocratie anglo-américaine, et singulièrement celle des Etats Unis, constitue aujourd'hui le modèle avancé de ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité ». Son fonctionnement est fondé sur une séparation totale entre la gestion de la vie politique, assise sur la pratique de la démocratie pluripartite électorale, et celle de la vie économique, commandée par les lois de l'accumulation du capital. Qui plus est cette séparation n'est pas l'objet d'un questionnement radical, mais fait plutôt partie de ce qu'on appelle le consensus général. Or cette séparation annihile tout le potentiel révolutionnaire de la démocratie politique dans lequel Marx et Engels avaient placé beaucoup de leurs espoirs. Elle castré les institutions représentatives (parlements et autres), rendues impuissantes face au « marché » dont elles acceptent les diktats. Voter rouge, voter blanc ; cela n'a aucune importance puisque votre avenir ne dépend pas de votre choix électoral mais des aléas du marché. L'alternance – c'est à dire le changement des figures au gouvernement (mais non au pouvoir) appelées à faire toujours la même chose, (obéir au marché) a pris la place de l'alternative, c'est à dire du choix lucide entre des options et des perspectives sociétales différentes. Tout ce qu'on a dit et écrit sur la double dilution de la citoyenneté et de la conscience de classe dans le spectacle de la comédie politique et la consommation de marchandises était contenu dans cette séparation politique/économique.⁽¹⁾

Cette dégradation de l'idée même de la démocratie, annihilant sa portée, constitue par excellence un phénomène complexe, que je n'aurai pas la prétention d'analyser ici dans toute son ampleur. Je partirai de l'idée banale que cette dégradation trouve ses racines dans les évolutions économiques et sociales, particulières et différentes d'un pays à l'autre, comme dans les héritages culturels et politiques façonnés par des histoires toujours singulières. J'en choisirai quelques unes qui me paraissent importantes et évidentes, et sur lesquels Marx et Engels avaient été peu loquaces. Mais j'ajouterai à ces éléments d'explication d'autres concernant le fonctionnement des institutions démocratiques en question, et de la manière par laquelle elles ont été mises au service du capital.

Je limiterai mon propos à l'examen des Etats Unis, au sujet desquels je ferai d'abord quelques observations concernant l'histoire de leur formation historique.

Première observation : la « révolution américaine » tant appréciée par beaucoup des révolutionnaires de 1789 et aujourd'hui vantée plus que jamais, n'a été à mon avis qu'une révolution politique limitée sans portée sociale. Dans leur révolte contre la monarchie anglaise les colons américains ne voulaient rien transformer des rapports économiques et sociaux, mais seulement n'avoir plus à en partager les profits avec la classe dirigeante de la mère patrie. Ils voulaient le pouvoir pour eux mêmes non pas pour faire autre chose que ce qu'ils faisaient à l'époque coloniale, mais pour continuer à le faire avec plus de détermination et de profit. Leurs objectifs étaient avant tout la poursuite de l'expansion vers l'Ouest, qui impliquait entre autre le génocide des Indiens. Le maintien de l'esclavage n'était également, dans ce cadre, l'objet d'aucun questionnement. Les grands chefs de la révolution américaine étaient presque tous des propriétaires esclavagistes et leurs préjugés dans ce domaine

¹ Samir Amin, Mondialisation et démocratie, une contradiction majeure de notre époque ; Recherches Internationales, N° 55, 1998-1999, pp 145-167.

inébranlables. Il a donc fallu presque un siècle supplémentaire pour que l'esclavage soit aboli, et encore un siècle pour que les Noirs américains accèdent à un minimum de reconnaissance de quelques droits civiques, sans que pour autant le racisme profond de la culture dominante n'en ait été ébranlé.

En réalité il n'y a eu dans les Amériques de cette époque qu'une seule révolution sociale, celle conduite par les esclaves de Saint Domingue conquérant par eux mêmes leur liberté. Ce qu'est devenue cette révolution par la suite est une autre affaire. Les révolutions de l'Amérique espagnole (rien ou presque ne se passe au Brésil à l'époque) ont été de la même nature que celle de l'Amérique anglaise : les Créoles substituant leur pouvoir à ceux de la monarchie castillane pour continuer la même chose.

Deuxième observation : Marx et Engels considéraient que le fait que la société américaine se soit développée librement, sans souffrir des entraves héritées des antécédents féodaux, constituait leur avantage comparatif. J'aurais tendance aujourd'hui à remettre en question ce jugement trop unilatéral me semble-t-il en ce qui concerne les vertus du capitalisme. Ce système a été et est simultanément constructeur – à l'origine du plus prodigieux et du plus rapide développement des forces productives qu'on ait connu dans l'histoire – et destructeur de l'être humain par l'aliénation marchande. Au fur et à mesure de son développement la dimension destructrice de l'accumulation se renforce, au point d'être devenue aujourd'hui une menace réelle à la civilisation.² Cette aliénation fondamentale, qui ne définit pas seulement le contenu de l'idéologie des classes dominantes mais celui de l'idéologie dominante dans la société, est à l'origine du consensus fondateur de la « démocratie de basse intensité ».

L'aliénation marchande conduit à privilégier la liberté parmi les valeurs humaines. Celle de l'individu en général certes, mais en particulier celle de l'entrepreneur capitaliste dont elle libère l'énergie et multiplie le pouvoir économique. Mais il existe d'autres valeurs humaines, celle d'égalité entre autre. Celle-ci ne procède pas directement des exigences du capitalisme, sauf dans sa dimension la plus immédiate, celle de l'égalité (partielle) des droits permettant d'une part l'épanouissement de la liberté d'entreprise et condamnant d'autre part le travailleur libéré à se soumettre au statut de salarié – vendeur de force de travail elle même marchandise. A un niveau plus élevé la valeur « égalité » entre en conflit avec celle de « liberté ». Or dans l'histoire d'une partie de l'Europe, si ce n'est celle de tout le continent, dans celle de la France en particulier, les deux valeurs sont proclamées sur pied d'égalité, comme dans la devise de la République. Ce n'est pas un hasard. L'origine de cette dualité conflictuelle est à son tour complexe. Il y a sans doute (dans le cas de la révolution française c'est visible je crois) l'acuité des luttes des classes populaires, cherchant à s'autonomiser par rapport aux ambitions de la bourgeoisie. Cette contradiction est exprimée clairement et ouvertement par ceux des Montagnards qui estiment (à juste titre) que le « libéralisme économique » (la liberté au sens américain et plein du terme) est l'ennemi de la démocratie (si celle-ci doit signifier quelque chose pour les classes populaires). Mais il y a peut être aussi à l'origine de cette dualité un héritage culturel antérieur.

J'oserais donc, à partir de cette observation, expliquer l'une des différences qui paraît encore visible aujourd'hui entre la société et la culture américaines d'une part, celles de l'Europe d'autre part. Le fonctionnement et les intérêts du capital dominant aux Etats Unis et en Europe ne sont probablement pas aussi différents qu'on le suggère parfois (par l'opposition bien connue du « capitalisme anglo-saxon » et du « capitalisme rhénan »). La conjonction de leurs intérêts explique sans doute la solidité de la « triade » (Etats Unis-Europe-Japon) en dépit des conflits mercantiles – secondaires – qui peuvent les opposer les uns aux autres ici ou là. Mais les jugements de la société, les projets sociétaux qui hantent les esprits, même d'une manière implicite, sont passablement différents peut être. Aux Etats Unis la valeur liberté occupe seule tout le terrain sans que cela ne fasse problème. En Europe celle-ci est sans arrêt contrebalancée par un attachement à la valeur égalité avec laquelle elle doit composer.

² Samir Amin, Les dimensions destructrices de l'accumulation du capital, à paraître, Nova Scientia, New York (en anglais).

La société américaine méprise l'égalité. L'inégalité extrême n'est pas seulement tolérée, elle est prisee comme symbole de la « réussite » que la liberté promet. Or liberté sans égalité égale sauvagerie. La violence sous toutes ses formes que cette idéologie unilatérale produit n'est pas le fruit du hasard et n'est en aucune manière un motif de radicalisation, bien au contraire. La culture dominante dans les sociétés européennes avait jusqu'à présent combiné avec moins de déséquilibre les valeurs de liberté et d'égalité ; cette combinaison constituait d'ailleurs le fondement du compromis historique de la social démocratie.

Il reste que malheureusement l'évolution de l'Europe contemporaine tend à rapprocher la société et la culture de ce continent de celles des Etats Unis, érigées en modèles et objets d'une admiration peu critique envahissante.

Troisième observation : les vagues successives d'immigration ont joué leur rôle dans le renforcement de l'idéologie de la liberté au détriment de la valeur égalité. Les immigrants ne sont certainement pas responsables de la misère et de l'oppression qui sont à l'origine de leur départ. Ils en sont au contraire les victimes. Mais les circonstances – c'est à dire leur émigration – les conduisent à renoncer à la lutte collective pour changer les conditions communes à leurs classes ou groupes dans leur propre pays, au profit d'une adhésion à l'idéologie de la réussite individuelle dans le pays d'accueil. Cette adhésion est encouragée par le système américain dont elle fait l'affaire à la perfection. Elle retarde la prise de conscience de classe, qui, à peine a-t-elle commencé à mûrir, doit faire face à une nouvelle vague d'immigrants qui en fait avorter la cristallisation politique. Mais simultanément la migration encourage la « communautarisation » de la société américaine. Car le succès individuel » n'exclut pas l'insertion forte dans une communauté d'origine (les Irlandais, les Italiens etc.), sans laquelle l'isolement individuel risquerait d'être insupportable. Or ici encore le renforcement de cette dimension de l'identité – que le système américain récupère et flatte – se fait au détriment de la conscience de classe.

Les questions relatives à l'institutionnalisation de la démocratie en Amérique ne peuvent pas être discutées abstraction faite de ce substrat historique caractérisé comme j'ai proposé de le faire ici. Néanmoins les formes de cette institutionnalisation sont également loin d'avoir été aussi positives que Marx et Engels l'imaginaient en leur temps. Elles ont au contraire, à mon avis, étaient parfaitement fonctionnelles pour servir le projet du capital dominant.

Les Etats Unis ont inventé le système présidentiel. Il est possible qu'à l'époque cela « allait de soi », l'idée d'un monarque (fut-il élu) paraissant indispensable. Encore que la révolution française saura s'en passer sans problème de 1793 à 1798. Toujours est-il que le système présidentiel s'est avéré être une catastrophe pour la radicalisation de la démocratie et s'avère l'être avec encore plus de force aujourd'hui qu'hier.

Le système présidentiel contribue à déplacer le débat politique, à l'affaiblir en substituant au choix d'idées – de programmes – celui d'individus, fussent-ils censés « incarner » ces idées – programmes. De surcroît la polarisation du choix sur deux individus, presque fatale, accentue encore la recherche par chacun d'eux du consensus le plus large (la bataille pour gagner le centre des indécis, des moins politisés) au détriment de la radicalisation. C'est donner une prime au conservatisme.

Ce système présidentiel – conservateur par nature – a été exporté par les Etats Unis à toute l'Amérique latine sans difficulté, pour la raison invoquée plus haut, à savoir qu'il s'agissait de révolutions politiques limitées de même nature, pour lesquelles le système convenait parfaitement. Il a conquis par la suite l'Afrique et une bonne partie de l'Asie pour des raisons analogues tenant au caractère limité des libérations nationales des temps modernes.

Mais il est en passe de conquérir l'Europe, où pourtant il n'avait laissé qu'un souvenir détestable chez les démocrates, ayant ici été associé au populisme démagogique bonapartiste. La France a hélas initié le mouvement, avec la création de la République Gaullienne, qui n'a pas représenté un pas en avant dans le progrès de la démocratie mais un recul dans lequel la société française semble bien s'être

installée, les arguments invoqués concernant « l'instabilité des gouvernements » dans les régimes parlementaires n'étant que de pure opportunité.

Le système présidentiel favorise également la cristallisation de coalitions d'intérêts divers – idéalement au nombre de deux s'alignant derrière les concurrents « présidentiables » - au détriment de la formation d'authentiques partis politiques (dont les partis socialistes) porteurs potentiels de projets sociétaux véritablement alternatifs. Ici encore le cas des Etats Unis est éloquent. Il n'y a pas de partis démocratique et républicain. Julius Nyerere disait non sans humour qu'il s'agissait de « deux partis uniques ». Belle définition de la démocratie de basse intensité. Au demeurant comprise comme telle par les classes populaires aux Etats Unis qui, comme on le sait, ne votent pas parce qu'elles savent – et ont raison – que cela ne sert à rien.

Loin d'être un instrument de radicalisation sociale éventuelle, les formes de la démocratie américaine ont été et sont, contrairement à ce que Marx et Engels attendaient d'elles, des formes parfaites confortant le conservatisme.

Dans ces conditions les autres dimensions de la démocratie américaine, jugées positives par Marx et Engels, se transforment en leur contraire.

La « décentralisation » par exemple, associée à la multiplication des instances confiées à des pouvoirs locaux élus, donne une prime au renforcement des pouvoirs de notabilités locales et à celui de l'esprit « communautariste ». On sait qu'en France également les pouvoirs des nouvelles régions se sont avérées toujours ou presque plus à droite que ceux qui s'expriment à l'échelle de la nation. Pas par hasard.

L'absence de bureaucraties américaines permanentes, que Marx et Engels pensait être un avantage face à la solide implantation des héritages bureaucratiques de l'Europe, devient le moyen par lequel le pouvoir politique conservateur confie la mise en œuvre de ses programmes à des clientèles passagères irresponsables, recrutées largement directement dans les milieux d'affaire (et donc à la fois juges et parties). Est-ce véritablement un avantage ? Et quoiqu'on dise par exemple de « l'Enarchie » en France – dont une bonne partie des critiques est certainement recevable – l'idée d'une bureaucratie recrutée d'une manière authentiquement démocratique n'est-elle pas meilleure (ou moins mauvaise) en attendant qu'on soit parvenu (peut être) à l'idéal lointain d'une société qui peut se passer de bureaucraties ?

La critique irréfléchie de la « bureaucratie », qui fait partie de l'air du temps, inspire directement les campagnes systématiques menées contre l'idée même de service public, auquel on veut substituer le service privé marchand. Un regard objectif sur le monde réel démontre que le service public (prétendu « bureaucratisé »), n'est pas aussi inefficace qu'on le prétend, comme l'illustre à la perfection la comparaison Etats Unis/Europe en matière de santé. Aux Etats Unis la santé (largement privatisée) coûte à la nation 14 % de son PIB, contre 7 % d'un PIB comparable en Europe (dont la santé est largement assurée par des services publics). En termes de résultats (qualité de la santé) la comparaison est en faveur de l'Europe. Mais évidemment les profits des oligopoles de la pharmacie et des assurances sont en Amérique largement supérieurs à ce qu'ils sont en Europe. De surcroît dans une démocratie le service public est au moins potentiellement susceptible de transparence. Le service marchand, protégé par le « secret des affaires privées » est par définition opaque. Substituer au service public (c'est à dire à la socialisation par la démocratie) le service privé (c'est à dire la socialisation par le marché) c'est s'employer à consolider le consensus par lequel politique et économique sont acceptés comme constituant deux domaines rigoureusement séparés l'un de l'autre. Or ce consensus est précisément destructeur de tout le potentiel de radicalisation de la démocratie.

La justice « indépendante » et le principe des juges élus, que Marx et Engels également appréciaient, ont démontré comment ils pouvaient à leur tour conforter l'enracinement des préjugés, toujours conservateurs, voire réactionnaires, et non pas favoriser la radicalisation mais au contraire y faire

obstacle. Le modèle est néanmoins en voie d'être imité ailleurs (en France par exemple) avec des résultats immédiats que je m'abstiendrai de commenter.

A toutes ces raisons qui me paraissent aujourd'hui évidentes même si elles ne l'étaient pas à l'époque de Marx et d'Engels s'ajoute une raison majeure qui a annihilé le potentiel de radicalisation que la démocratie porte en elle, je veux dire l'impérialisme. Sur ce point Marx et Engels avaient eu une intuition parfaitement confirmée par l'histoire : qu'un peuple qui en exploite un autre ne peut être un peuple libre. Cecil Rhodes l'avait également parfaitement compris pour la Grande Bretagne de la fin du XIXe siècle, en déclarant que l'expansion impérialiste était le meilleur moyen de sauver le pays de la menace socialiste. Aujourd'hui l'hégémonisme des Etats Unis, comme hier celui des impérialismes britannique, français et autres, constitue à son tour une entrave majeure à la radicalisation de la démocratie. Cette réalité est vraie pour l'ensemble des centres du capitalisme contemporain, c'est à dire pour la triade Etats Unis-Europe-Japon.

Je ne reprocherai pas à Marx et Engels de n'avoir pas vu en leur temps ce qui paraît évident aujourd'hui. La pénétration de l'idéologie impérialiste elle même dans les milieux populaires n'était guère visible avant la fin du siècle. Mais il nous faut dire que les espoirs que Marx et Engels avaient placés dans la démocratie anglo-américaine paraissent aujourd'hui bien naïfs.